

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La révolte des moutons contre l'arrêt de mort émanant des toutes-puissantes politiques de l'économie et du commerce s'impose!

La sécurité alimentaire doit être élevée au rang des droits de l'homme

par Heinrich Wohlmeyer

Pourquoi est-ce que je lance cet appel, alors que je suis un vieil homme (82 ans)?

Parce que je suis encerclé par l'aveuglement, voire la criminalité, face à l'avenir des décideurs et par le «silence des agneaux». ¹ Celui qui n'est pas éleveur de moutons a de la peine à comprendre la métaphore biblique. ² A la différence de toutes les autres espèces d'animaux de rente, les moutons se rendent sans protester (sans bêler désespérément) à l'abattoir.

Les petits agriculteurs aux activités diversifiées sont actuellement sacrifiés sans aucun égard à des marchés mondiaux sous l'emprise du grand capital, maximalisant à court terme leurs bénéfices et investissant leurs actifs financiers en expansion dans le foncier. On parle là d'un «marché mondial» intangible, immuable et facteur de prospérité, comme si cela était la forme prédéfinie et naturelle des échanges économiques.

Prévoyance régionale ou compétition mortifère

La plus récente de ces actions criminelles envers l'avenir, est la ratification de la convention CETA avec le Canada par la Commission de l'Union européenne et sa gestion édulcorée par le Parlement européen ainsi que par les gouvernements nationaux et les parlements. Pour ces derniers, c'est à dessein que je n'utilise pas le mot de «représentation populaire» parce qu'il est clair que c'est contre la volonté populaire que l'on tient compte des intérêts majeurs qui sont en jeu.

Actuellement en Autriche, chaque jour voit six petits exploitants agricoles abandonner. On nous présente cela comme une «assainissement structurel» naturel. En réalité, on brade la sécurité alimentaire de nos enfants et de nos petits-enfants.

Et pourquoi j'ose dire cela: toutes les grandes civilisations issues de territoires restreints ont développé des modèles de productions horticoles variées et nous aussi avons de cette manière assuré l'approvisionnement dans des situations critiques. Encore enfant, j'ai été confronté à la Seconde Guerre mondiale et à l'état d'urgence qui lui a succédé et je les ai toutes deux éprouvés dans ma chair et dans mon sang. Nos paysans, avec leur production autarcique et diversifiée ont pu assurer l'approvisionnement de première nécessité. Nous pouvions alors encore envoyer les enfants «se refaire une santé à la campagne» et les «stockeurs de denrées» pouvaient venir quémander un peu de pain, quelques œufs et de la viande et des légumes.

Les petits agriculteurs pouvaient intensifier leur maraîchage. Les «petits champs familiaux» de ma famille d'accueil étaient de grands jardins exigeant un travail considérable et dotés d'une productivité très élevée.

A présent, les exploitants agricoles «rationalisés» sont eux-mêmes nécessaires en cas de crise. ³

Une maximalisation à courte vue de la productivité au lieu d'une sécurité de production à long terme

Si nous nous risquons à utiliser comme méthode de recherche un «regard en arrière depuis le futur», nous trouvons dans la stratégie globale et dans la politique agricole intégrée tous les signes annonciateurs d'une tempête. D'ici peu, nous ne disposerons sur terre plus que d'environ 2000 m² de terre cultivable par habitant, les carburants fossiles et les réserves de phosphate qui permettent les actuelles stimulations des systèmes de production «modernes» touchent à leur fin, et les techniques d'exploitation agricole artisanale en terrain difficile et sur des sols pauvres se perdent par suite de l'«élimination» suite à la «rationalisation» des petits exploitants. La perte de la diversité écologique (biodiversité) – étant la condition requise pour la stabilité du système, l'exploitation adaptée aux conditions locales et l'intensification en cas d'urgence – va de paire avec les affaires économiques internationales qu'on nous impose. Actuellement, environ 75% de l'alimentation proviennent de 12 espèces végétales et de 5 espèces animales. On n'utilise qu'environ 200 des 10000 espèces végétales comestibles.

On justifie tout cela par l'obligation de maximaliser la productivité du travail et le surplus des consommateurs. Le fait que cette idée à courte vue se fasse aux dépens de la future sécurité alimentaire est évincé. La question centrale au niveau économique-écologique (Comment réaliser de manière durable une récolte nette optimale d'énergie solaire sous une forme utilisable pour l'être humain?) n'est pas posée.

Quand une génération gâtée par la consommation fait de la politique ...

A l'actuelle situation politico-financière, il faut encore ajouter que les budgets nationaux et supranationaux (de l'UE) sont en difficulté si bien que les prestations économiques des paysans et leurs moyens de subsistance ne peuvent plus être financés par une allocation de base compensatoire. ⁴

Là-dessus se greffe une politique commerciale traitant l'agriculture telle «une industrie comme tout autre» (like any other industry) – un procédé inadmissible, qu'avait déjà dénoncé F. Graham en 1923. ⁵ «En outre, l'accumulation du capital dans les mains d'un petit nombre de personnes se rendant compte que la fin du jeu sur les marchés financiers approche, provoque des placements sur des valeurs réelles». L'achat massif, au niveau local et international, de biens fonciers agri-

coles par des détenteurs de capitaux privés et des fonds souverains (notamment la Chine; accaparement des terres) bat son plein. La conséquence est un management agricole à distance, sans contact avec la terre, les plantes et les animaux, mû par les seuls objectifs de maximalisation des bénéfices à court terme.

Le changement d'appellation du «ministère de l'Agriculture», rebaptisé en «ministère fédérale pour le développement durable et le tourisme» montre bien à quel point la politique actuelle est devenue étrangère à tout discernement. Pour le jeune Chancelier fédéral et la jeune ministre, la souveraineté alimentaire n'est plus une question essentielle. La jeune génération considère le débordant afflux de produits alimentaires comme une évidence. Elle ne peut plus s'imaginer la possibilité d'un «approvisionnement perturbé». On pourrait dire la même chose d'un possible effondrement des systèmes informatiques.

Les systèmes d'approvisionnement actuels sont cependant très vulnérables. Cela peut se produire suite à des catastrophes naturelles, des sabotages, des actes terroristes ou des guerres. Toute agression «moderne» commence parallèlement à l'attaque armée par l'élimination des systèmes informatiques, d'énergie et de transport. Cela signifie que nous serons réduit à l'alimentation de secours régionale. Ainsi, la souveraineté alimentaire régionale devait être un objectif majeur de la politique en général et de la politique agricole. Quelles sont donc les nécessités?

Accès non imposable – oui, mais seulement à prestation égale

1) La sécurité alimentaire locale doit être élevée au niveau d'un droit de l'homme incontournable. Il surpasserait tous les autres intérêts – notamment la politique commerciale.

Le principe du «National Treatment», inclus dans toutes les conventions de l'OMC (GATT, GATS, TRIPS), témoigne qu'on ne peut pas traiter un étranger «plus mal» qu'un citoyen du pays. A l'inverse, on ne doit pas traiter un étranger «mieux» qu'un citoyen du pays. Donc, l'accès non imposable ne devait être accordé que si la prestation (la marchandise ou le service) a été produite selon des normes écologiques et sociales comparables, à celles en vigueur et mises en pratique dans le pays de destination (principe du pays de destination).

Ce n'est que sous l'égide de cette protection fondamentale que sera assuré le succès des mesures de détail avec lesquelles la politique agricole opère actuellement. Sans la protection nécessaire de la politique économique, les diverses subventions ne sont rien d'autre que des «euthanasies» retardées.

Assainissement budgétaire dans la politique financière

2) Dans la politique financière, l'assainissement du budget à l'aide des recettes est une condition pour les contre-mesures aussi longtemps que la politique commerciale n'est pas accompagnée en conséquence, et de même une condition pour l'indemnisation des prestations non-économiques de l'agriculture (notamment l'entretien des paysages cultivés créant le bien-être, la protection de l'eau, la conservation de la biodiversité écologique). J'ai indiqué dans mon manifeste – déjà traduit en huit langues (disponible sur Internet sur le site «Wiener Wende») – les voies à suivre pour y parvenir

(en particulier l'impôt sur les mouvements de capitaux et la taxe sur l'Internet).

Etre attentif à ce qu'apporte la nature

3) La politique globale doit s'orienter sur les principes du système de la biosphère définis par la nature. C'est-à-dire:

- Orientation de l'approvisionnement énergétique vers le solaire (il n'y aura ainsi plus d'excédents agricoles inutilisables)
- Orientation de la circulation des flux (l'agriculture devient économie circulaire)
- Utilisation en cascade de l'énergie et des matériaux (éviter une entropie inutile)
- Diversité écologique optimale (biodiversité; systèmes d'approvisionnement capables de mémoire – circuits-tampon et adaptation)
- Décentralisation et interconnexion intelligente comme stratégies de base permettant la création d'emplois et d'espaces vitaux sensés.

Une alliance au profit de l'avenir

4) Les paysans en tant que minorité doivent former des alliances crédibles et fiables avec tous les autres groupes sociétaux – notamment avec les employés, les consommateurs en général et les associations de protection de la nature et de l'écologie.

Si nous ne réussissons pas à susciter une «révolte des moutons» à grande échelle en faveur de ce changement de cap, alors la mort lente des petits exploitants agricoles locaux est scellée, sacrifiant ainsi sur l'autel de la «rationalisation» tant la sécurité alimentaire en cas de crise que celle de nos enfants.

J'appelle ce dernier point un crime envers l'avenir.

Une dernière remarque au sujet de la protection de l'exploitation des régions à rendement marginal, dont nous aurons besoin pour la future sécurité alimentaire locale. On peut y parvenir par des aides compensatoires qui seraient attribuées de manière inversement proportionnelle à la qualité du sol et proportionnelle aux difficultés du climat et du relief local. Ce handicap aurait un double avantage pour les désavantagés:

a) Lors de périodes de pénurie (et elles viendront, malheureusement), le prix du marché ne serait pas établi selon les coûts plus élevés des territoires à rendement marginal, ce qui sera un avantage en termes de coût sur le long terme pour les consommateurs.

b) Les propriétaires fonciers dans les régions favorisées ne bénéficieraient d'aucune rente différentielle socialement indésirable – donc davantage de justice sociale pour un développement pacifique. •

(Traduction *Horizons et débats*)

¹ En 2006, j'ai écrit le best-seller «Globales Schafschere» pour appeler à la résistance, mais les «moutons» continuent à souffrir passivement et à se laisser mener à l'abattoir par l'«establishment».

² Isaïe 53,7: «On le maltraita, et il s'inclina; il n'ouvrit pas la bouche, comme l'agneau qu'on mène à l'abattoir, et semblable à un mouton qui se tait devant celui qui le tond, il n'ouvrit pas la bouche.»

³ A ce sujet, *Josef Heringer* a prononcé cette phrase: «Le monde deviendra soit un jardin soit un champ de bataille.»

⁴ Cf. à ce sujet *R. Keller et N. Backhaus*, *Zentrale Landschaftsleistungen erkennen und in Politik und Praxis stärken – Erkenntnisse eines transdisziplinären Forschungsprojekts in der Schweiz*. In: *Naturschutz und Landschaftsplanung* 50 (3), 2018, 084–089, ISSN 0940-680

⁵ Cf. à ce sujet mon livre «The WTO, Agriculture and sustainable development», Greenleaf Publishing 2002



Heinrich Wohlmeyer est né en 1936 à Sankt Pölten en Basse-Autriche. Etudes à Vienne, à Londres et aux Etats-Unis. Il a été pendant 20 ans cadre dans l'industrie et la recherche autrichiennes et développeur régional. Il a participé à la création des concepts de développement durable et a fondé l'Union autrichienne pour la recherche scientifique agricole et les sciences de la vie et la Société autrichienne pour la biotechnologie. Heinrich Wohlmeyer

a enseigné à l'Université technique et l'Université des ressources naturelles de Vienne. Il est à l'origine de la législation autrichienne sur les taxations de compensation et a rédigé de nombreux articles d'économie politique, entre autres sur les projets du CETA, du TISA et du TTIP. Wohlmeyer exploite aujourd'hui une ferme de montagne à Lilienfeld (Autriche). Il est marié, a trois filles et cinq petits-enfants. Livres: «The WTO, Agriculture and Sustainable Development» (2002); «Globales Schafschere – Gegen die Politik des Niedergangs» (2006); «Empörung in Europa – Wege aus der Krise» (2012)

Votation populaire du 23 septembre 2018

Oui à une agriculture productrice sans libre-échange agricole – non au continuel affaiblissement du fédéralisme

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Le 23 septembre nous sommes appelés aux urnes sur trois modifications constitutionnelles au niveau fédéral:

- L’initiative populaire «Pour des denrées alimentaires saines et produites dans des conditions équitables et écologiques (initiative pour des aliments équitables)»
- L’initiative populaire «Pour la souveraineté alimentaire. L’agriculture nous concerne toutes et tous»
- Arrêté fédéral concernant les voies cyclables et les chemins et sentiers pédestres

Les Explications du Conseil fédéral paraissent avec une nouvelle mise en page et sont – comme le souligne le Conseil fédéral – véritablement un peu plus informatives. C’est-à-dire, les objections contre les initiatives populaires sont répétées moins fréquemment, et les auteurs de l’initiative ont davantage de place à disposition pour leurs arguments.

Un point souvent critiqué reste toutefois inchangé: les recommandations du Conseil fédéral et du Parlement se

trouvent au début et à la fin de la brochure en grandes lettres et sont nouvellement mises en évidence par une infographie des résultats de vote du Conseil national et du Conseil des Etats. Du point de vue démocratique, il est et demeure douteux de régenter de la sorte les citoyens.

Par la suite, nous présentons les trois objets dans leurs grandes lignes. Les initiatives sur l’alimentation ont déjà été traitées à plusieurs reprises dans «Horizons et débats».¹

Les initiatives «Pour des aliments équitables» et «Pour la souveraineté alimentaire»

mw. L’initiative «Pour des aliments équitables» a été déposée par le parti des Verts Suisses et l’initiative «Pour la souveraineté alimentaire» par l’organisation paysanne Uniterre, qui s’investit pour une agriculture durable. Les deux initiatives poursuivent un objectif semblable. Elles montrent le désir de larges couches de la population de pouvoir disposer de denrées alimentaires de bonne qualité et produites équitablement, mais également leur volonté de maintenir et de renforcer l’agriculture suisse à dimensions réduites et durable. C’est pourquoi les deux textes sont catégoriquement opposés à une ouverture des frontières pour l’économie agricole, chose à laquelle le Conseil fédéral aspire depuis longtemps.

Par un oui à l’une ou – avec encore plus d’effet – aux deux initiatives, le peuple souverain peut éviter un accord agricole avec l’UE ou d’autres accords de libre-échange avec l’inclusion de l’agriculture.

Les textes soumis au vote (cf. encadrés)² indiquent les modifications exigées dans la politique agricole d’une manière très compréhensible, même si partiellement trop détaillées. Mais ne nous laissons pas mener sur une voie secondaire: l’essentiel est leur orientation générale. Comme aide pour leur analyse politique, nous allons citer quelques arguments principaux du comité d’initiative tirés des Explications du Conseil fédéral et que nous commenterons en relation avec les objections du gouvernement.

• *L’agriculture suisse de petite paysannerie avec ses produits de bonne qualité et ses normes élevées concernant l’environnement et la protection des animaux doit être préservée et développée.*

Pour des aliments équitables: «Les denrées alimentaires doivent être produites en accord avec l’environnement et le bien-être des animaux, et dans des conditions de travail équitables. C’est ce que veulent les consommatrices et consommateurs. L’initiative pour des aliments équitables encourage l’agriculture durable en Suisse. [...] Les agriculteurs doivent être rémunérés décemment pour leurs produits. L’initiative encourage la commercialisation de denrées issues de la production régionale. Loin d’être plus chères, celles-ci sont plus fraîches et plus saines. [...]»³

«Par un oui à l’une ou – avec encore plus d’effet – aux deux initiatives, le peuple souverain peut éviter un accord agricole avec l’UE ou d’autres accords de libre-échange avec l’inclusion de l’agriculture.»

Souveraineté alimentaire: «Notre initiative favorise une agriculture paysanne locale rémunératrice et diversifiée qui fournit des denrées alimentaires saines à la population tout en répondant à ses attentes sociales et écologiques.»⁴

Le Conseil fédéral au sujet des aliments équitables: L’initiative est inutile, parce que déjà aujourd’hui, selon le droit suisse, les hautes exigences pour la production de denrées alimentaires sont en vigueur.⁵

Le Conseil fédéral au sujet de la Souveraineté alimentaire: «L’initiative penche vers une politique agricole telle qu’elle a été pratiquée jusqu’au début des années 1990. Elle réduit à néant des acquis importants de ces 25 dernières années. Au cours de cette période, l’agriculture s’est mieux mise en phase avec les marchés.»⁶

Commentaire: Les objectifs des deux initiatives correspondent aux exigences du *Rapport sur l’agriculture mondiale*: l’agriculture à petite échelle régionale doit être renforcée partout au monde. Etant donné que la politique agricole suisse ne correspond jusqu’à présent pas à ses objectifs, les deux initiatives veulent exiger des autorités fédérales de s’y soumettre. Une partie du Conseil fédéral, de l’administration fédérale et du Parlement désire, depuis le début des années 1990, se rapprocher de l’UE pour finalement y adhérer. «Être mieux en phase avec les marchés» veut dire par conséquent en premier lieu la préparation pour un accord agricole avec l’UE (et d’autres accords de libre-échange). Les initiatives vont dans l’autre sens.

• *Contrôle des produits agricoles d’importations au lieu d’un libre-échange illimité*

«Actuellement en Suisse, près de la moitié des denrées alimentaires et fourragères sont importées. Au lieu d’un libre-échange effréné, nous avons besoin d’une stratégie de qualité également pour les importations.» (*Initiative pour des aliments équitables*)

Pour des aliments équitables: «Actuellement en Suisse, près de la moitié des denrées alimentaires et fourragères sont importées. Au lieu d’un libre-échange effréné, nous avons besoin d’une stratégie de qualité également pour les importations. [...] L’initiative améliore la transparence afin que les consommateurs puissent choisir librement. [...] Elle veut favoriser les produits issus du commerce équitable et d’exploitations agricoles familiales. [...]»³

Souveraineté alimentaire: «Pour favoriser une production conforme aux normes sociales et environnementales suisses, elle [la Confédération] prélève des droits de douane sur les produits agricoles et les denrées alimentaires importées non conformes à ces normes et peut en interdire l’importation.» (Cst. art. 104c, al. 8 nouveau)⁷

Le Conseil fédéral au sujet des aliments équitables (similaire au sujet de la souveraineté alimentaire): «L’initiative exige que les standards suisses s’appliquent en règle générale également aux denrées alimentaires importées, ce qui causerait des problèmes, car les normes en question pourraient se heurter aux accords commerciaux conclus. Si la Suisse crée unilatéralement des obstacles au commerce, elle met en danger les avantages obtenus par ces accords, comme l’accès facilité aux marchés internationaux.»⁵

Commentaire: «L’accès facilité aux marchés internationaux» serait avant tout un avantage pour les grandes entreprises de l’industrie pharmaceutique et mécanique – alors que ceux-ci sont de toute façon présents partout dans le monde. Dans sa Vue d’ensemble du développement de la politique agricole du 1^{er} novembre 2017, le Conseil fédéral déclare

ouvertement qu’il veut sacrifier l’agriculture au profit de l’industrie d’exportation: «L’ouverture des marchés négociée dans le cadre d’accords de libre-échange doit abaisser les protections douanières de manière à créer des possibilités d’exportation supplémentaires pour les produits agricoles, alimentaires et industriels.»⁸

Les deux initiatives se défendent contre une telle compréhension des accords de libre-échange – qui s’éloigne en réalité de la liberté et menace les exploitations agricoles dans leur existence.

• *Interdiction définitive des organismes génétiquement modifiés (OGM) dans l’agriculture Souveraineté alimentaire:* Avec l’article 104c al. 4 nouveau, le recours aux OGM dans l’agriculture serait définitivement proscrit.⁷

Conseil fédéral: En Suisse, il existe – sauf pour la recherche – un moratoire sur le génie génétique que le Parlement a déjà prolongé à trois reprises. «La prorogation du moratoire jusqu’en 2021 doit permettre de mener une discussion approfondie et objective sur un éventuel emploi d’OGM dans l’agriculture suisse.» (p. 32)

Commentaire: Le Conseil fédéral passe outre la votation populaire du 27 novembre 2005, où 55,7% des votants et tous les cantons ont interdit l’engagement d’OGM dans l’agriculture pour cinq années. Le triple prolongement par le Parlement correspond à la claire volonté du peuple – sinon le référendum aurait certainement été saisi. Les débats parlementaires en cours vont probablement mener à une autre prolongation jusqu’en 2021. (SRF *Tagesschau* du 1^{er}/3/17) Par contre, le Conseil fédéral s’est à chaque fois opposé à la volonté du peuple en luttant contre une prorogation du moratoire. Aujourd’hui de même. Pour qui roule le Conseil fédéral?

Le contre-projet, une combine louche

Ne laissons-nous pas arnaquer encore une fois le 23 septembre!

En souvenir: suite à une campagne électorale sans précédent, le peuple souverain a approuvé le 24 septembre 2017 un contre-projet à l’initiative «Pour la sécurité alimentaire» de l’Union suisse des paysans (USP).

Suite page 3

Texte de l’initiative populaire «Pour la souveraineté alimentaire»

La Constitution est modifiée comme suit:

Art. 104c Souveraineté alimentaire

- 1 Afin de mettre en œuvre la souveraineté alimentaire, la Confédération favorise une agriculture paysanne indigène rémunératrice et diversifiée, fournissant des denrées alimentaires saines et répondant aux attentes sociales et écologiques de la population.
- 2 Elle veille à ce que l’approvisionnement en denrées alimentaires indigènes et en aliments indigènes pour animaux soit prépondérant et que leur production ménage les ressources naturelles.
- 3 Elle prend des mesures efficaces pour:
 - a favoriser l’augmentation du nombre d’actifs dans l’agriculture et la diversité des structures;
 - b préserver les surfaces cultivables, notamment les surfaces d’asso-

ment, tant en quantité qu’en qualité;

- c garantir le droit à l’utilisation, à la multiplication, à l’échange et à la commercialisation des semences par les paysans.
- 4 Elle proscrit l’emploi dans l’agriculture des organismes génétiquement modifiés ainsi que des plantes et des animaux issus des nouvelles technologies de modification ou de recombinaison non naturelle du génome.
- 5 Elle assume notamment les tâches suivantes:
 - a elle soutient la création d’organisations paysannes qui visent à assurer l’adéquation entre l’offre des paysans et les besoins de la population;
 - b elle garantit la transparence sur le marché et favorise la détermination de prix équitables dans chaque filière;

c elle renforce les échanges commerciaux directs entre paysans et consommateurs ainsi que les structures de transformation, de stockage et de commercialisation régionales.

- 6 Elle porte une attention particulière aux conditions de travail des salariés agricoles et veille à ce qu’elles soient harmonisées au niveau fédéral.
- 7 Pour maintenir et développer la production indigène, elle prélève des droits de douane sur les produits agricoles et les denrées alimentaires importés et en régule les volumes d’importation.
- 8 Pour favoriser une production conforme aux normes sociales et environnementales suisses, elle prélève des droits de douane sur les produits agricoles et les denrées alimentaires importés non conformes à

ces normes et peut en interdire l’importation.

- 9 Elle n’accorde aucune subvention à l’exportation de produits agricoles et de denrées alimentaires.
- 10 Elle garantit l’information et la sensibilisation sur les conditions de production et de transformation des denrées alimentaires indigènes et importées. Elle peut fixer des normes de qualité indépendamment des normes internationales.

Art. 197, ch. 12

- 12 Disposition transitoire ad art. 104c (Souveraineté alimentaire)
Le Conseil fédéral soumet les dispositions légales nécessaires à l’exécution de l’art. 104c à l’Assemblée fédérale au plus tard deux ans après l’acceptation de cet article par le peuple et les cantons.

Compétence fédérale pour les pistes cyclables? Qu'en est-il du fédéralisme?

mw. Le vote aura lieu sur le contre-projet direct du Parlement à l'initiative populaire «Pour la promotion des voies cyclables et des chemins et sentiers pédestres [initiative vélo]». Les auteurs ont retiré l'initiative, car le contenu du contre-projet n'en diffère pas beaucoup.

Outre la compétence fédérale de réglementer les réseaux des chemins et sentiers pédestres, l'article 88 de la Constitution fédérale prévoit désormais que la Confédération fixe les principes applicables aux réseaux de voies cyclables. La Confédération est chargée d'informer, de soutenir et de coordonner les mesures des cantons et de tiers en faveur des pistes cyclables.

Quelles objections peut-il y avoir à cela? En Suisse, de nombreuses personnes font du vélo pour se rendre au travail ou à l'école, pendant leur temps libre et pendant les vacances. Faire du vélo est une activité saine et respectueuse de l'environnement. En tant que cycliste enthousiaste, je me réjouis de chaque bonne piste cyclable du pays.

Cependant, une question se pose: pourquoi une compétence fédérale? Le réseau cyclable est très bien développé et balisé dans tout le pays, même sans l'aide de la Berne fédérale; des cartes avec les voies cyclables sont disponibles depuis longtemps pour toute la Suisse.

L'objection la plus importante aux nouveaux pouvoirs fédéraux est le principe de la souveraineté des cantons, énoncé à l'article 3 de la Constitution fédérale: «Les cantons sont souverains tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la Constitution fédérale et exercent tous les droits qui ne sont pas délégués à la Confédération».



L'agriculture de petite paysannerie dans la Suisse des cyclistes. (photo mt)

Le fédéralisme, un pilier essentiel de la Suisse

Un fédéralisme fort est un pilier essentiel et historiquement déterminé de l'Etat fédéral suisse. En tant qu'Etats souverains jusqu'alors, les cantons se réunirent pour former un Etat fédéral en 1848. Toute compétence que la Confédération voulut désormais revendiquer pour elle-même, à commencer par la monnaie nationale, la poste et l'armée, dut être incorporée dans la Constitution fédérale par le souverain, c'est-à-dire la majorité du peuple et des cantons. Dès le début, le principe de subsidiarité est considéré comme une règle complémentaire: la Confédération ne doit intervenir que lorsque les cantons ne remplissent pas ou pas assez bien une tâche. Il en va de même pour le canton par rap-

port aux communes. Cette règle non écrite et éprouvée a été introduite par le souverain en novembre 2004 par l'article 5a de la Constitution fédérale: «L'attribution et l'accomplissement des tâches étatiques se fondent sur le principe de subsidiarité.»

Malheureusement, ces principes ne sont qu'insuffisamment respectés depuis longtemps. Dans l'administration fédérale (OFSP, OFEV) et au sein des conférences des conseillers d'Etat cantonaux (CDIP, CDS, etc.), non légitimées par le peuple, se trouvent des préconiseurs de l'«harmonisation», en vérité de la centralisation, influencés par l'OCDE ou l'UE. Ils tentent avec pression et ruse de faire passer des parcs naturels contrôlés d'en haut ou des créations indicibles tels le Plan d'études 21 – souvent au moyen d'incitation par des contri-

Texte soumis à votation

Arrêté fédéral concernant les voies cyclables et les chemins et sentiers pédestres

La Constitution est modifiée comme suit:

- 1 La Confédération fixe les principes applicables aux réseaux de chemins et de sentiers pédestres et aux réseaux de voies cyclables.
- 2 Elle peut soutenir et coordonner les mesures prises par les cantons et par des tiers visant à aménager et entretenir ces réseaux et à fournir des informations sur ceux-ci. Ce faisant, elle respecte les compétences des cantons.
- 3 Elle prend ces réseaux en considération dans l'accomplissement de ses tâches. Elle remplace les chemins et sentiers pédestres et les voies cyclables qu'elle doit supprimer.

butions financières fédérales. Sous le slogan de l'«harmonisation», on attribue à la Confédération de plus en plus de domaines que les cantons ont jusqu'à présent très bien remplis à leur manière – comme l'aménagement et l'entretien des pistes cyclables. Il n'est donc guère utile que le paragraphe 2 de l'article 88 Cst. se lise comme suit: «Ce faisant, elle respecte les compétences des cantons».

Quelle importance donner au fédéralisme? Peut-être suivre la minorité du Conseil national et du Conseil des Etats? «Une minorité du Parlement estime que le trafic cycliste devrait rester de la seule compétence des cantons et des communes. A ses yeux, la situation actuelle a fait ses preuves.»¹

¹ Explications du Conseil fédéral – Votation du 23 septembre 2018, p. 5

«Les initiatives ...»

suite de la page 2

A chaque coin pendaient des affiches expliquant aux électeurs qu'il s'agit de renforcer la production agricole locale et la paysannerie. Certains hauts représentants de l'USP se sont laissés convaincre suite à de fausses promesses de retirer leur initiative et de faire de la propagande pour le contre-projet.⁹

Le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann, chef du DEFR (Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche), a cependant encore en juin 2017, avant la votation, déclaré publiquement que le contre-projet poursuivait de tout autres buts que l'initiative retirée: «Un nouvel aspect [du contre-projet, mw] est que le commerce transfrontalier devient une évidence. L'initiative aurait été un pas en arrière, elle aurait continué à isoler la Suisse. [...] Il s'agissait d'éviter cette fermeture. Nous devons pouvoir organiser nos relations commerciales de manière réussie; l'agriculture doit donc faire des concessions et se préparer à la concurrence croissante.» Et en bref: «L'interprétation, selon laquelle la protection à la frontière serait cimentée et le marché intérieur davantage protégé par le contre-projet, ne correspond certainement pas à la réalité.»¹⁰

Vu que de telles déclarations ne se trouvaient naturellement pas dans les Explications du Conseil fédéral, le peuple a approuvé ce miroir aux alouettes (actuel art. 104a Cst.).

«Interdiction définitive des organismes génétiquement modifiés (OGM) dans l'agriculture selon la volonté du peuple.» (Initiative pour la souveraineté alimentaire)

Le contre-projet a été conçu pour vaincre les deux initiatives

Le contre-projet voté le 24 septembre 2017 avait été conçu pour empêcher tout succès aux deux initiatives «Pour des aliments équitables» et «Pour la souveraineté alimentaire».

Ainsi son auteur – la Commission de l'économie et des redevances (CER-E) – a déclaré en novembre 2016: Avec le contre-projet, elle voulait créer «une meilleure situation de départ pour lutter contre ces deux initiatives».¹¹

Johann Schneider-Ammann s'est exprimé encore plus clairement lors des débats au Conseil des Etats du 29 novembre 2016: «Le concept de la Commission [...] n'est pas fondé uniquement sur l'initiative que nous devons gérer actuellement, mais sur les trois autres qui nous attendent et qui nécessitent des éclaircissements.» Dans ses «Explications» actuelles, le Conseil fédéral «manie» l'affaire, en écrivant à deux reprises que les deux initiatives devaient être rejetées, parce que l'orientation de la politique agricole sur le marché avait déjà été confirmée par les électeurs le 24 septembre 2017.¹² Une logique étrange: car le souverain a la liberté,

de corriger cette orientation de la politique agricole le 23 septembre 2018.

Profitions de l'occasion de corriger le cap!

Bilan: En comparant les divers points de vue, il est clair: les initiatives «Pour des aliments équitables» et «Pour la souveraineté alimentaire» poursuivent, comme nous l'avons exposé, des objectifs très différents de la politique agricole du Conseil fédéral. Tous les électeurs et électrices désirent protéger en Suisse notre production de denrées alimentaires saines et écologiques et désirent préserver nos exploitations familiales de la ruine suite à leur exposition à des frontières entièrement ouvertes pour les importations agricoles, a, le 23 septembre, la possibilité de s'exprimer en faveur de ces deux initiatives populaires. ●

¹ Horizons et débats n° 7 du 3/4/18: «Le maintien de l'agriculture suisse n'est ni nostalgique ni irréaliste, mais demeure une obligation» et «Malheureusement, il s'agit aussi d'une question idéologique (rose-vert contre la droite)» Entretien avec Maya Graf, conseillère nationale et paysanne bio (parti écologiste de Bâle-Campagne). Horizons et débats n° 22/23 du 18/9/17: «La sécurité alimen-

taire doit être garantie! Produire au niveau régional, ce qui peut être produit au niveau régional.» Conférence de presse au sujet de la sécurité et de la souveraineté alimentaires à Berne. Horizons et débats n° 19 du 9/8/17: Non au contre-projet «Pour la sécurité alimentaire!» Horizons et débats n° 28 du 12/12/16: «Initiative populaire «Pour la sécurité alimentaire» Pas d'isolationnisme, mais une nécessité concernant tous les peuples, pas seulement la Suisse.» Horizons et débats n° 14 du 27/6/16: «Quel avenir pour l'agriculture suisse?» par Werner Wüthrich.

² Texte de l'initiative Aliments équitables: Explications du Conseil fédéral, p. 28/29; Texte de l'initiative «Pour la souveraineté alimentaire»; Explications du Conseil fédéral, p. 38/39

³ Explications du Conseil fédéral, page 24/25

⁴ Explications du Conseil fédéral, page 34/35

⁵ Explications du Conseil fédéral, page 26/27

⁶ Explications du Conseil fédéral, page 36

⁷ Explications du Conseil fédéral, page 39

⁸ «Vue d'ensemble du développement de la politique agricole», Conseil fédéral, 1^{er}/11/17, p. 49

⁹ Cf. Horizons et débats n° 19 du 7/8/17: «Non au contre-projet «Pour la sécurité alimentaire!»»

¹⁰ «Bauern stehen nicht unter Heimatschutz», interview du conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann, in: «Neue Zürcher Zeitung» du 8/7/17

¹¹ Rapport de la Commission de l'économie et des redevances (CER-E) du 3/11/16, cité dans Horizons et débats n° 28 du 12/12/16: «Initiative populaire «Pour la sécurité alimentaire» Pas d'isolationnisme, mais une nécessité concernant tous les peuples, pas seulement la Suisse.»

¹² www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=38675

Texte de l'initiative populaire «Pour des aliments équitables»

La Constitution est modifiée comme suit:

Art. 104a Denrées alimentaires

¹ La Confédération renforce l'offre de denrées alimentaires sûres, de bonne qualité et produites dans le respect de l'environnement, des ressources et des animaux, ainsi que dans des conditions de travail équitables. Elle fixe les exigences applicables à la production et à la transformation.

² Elle fait en sorte que les produits agricoles importés utilisés comme denrées alimentaires répondent en règle générale au moins aux exigences de l'al. 1; elle vise à atteindre cet objectif pour les denrées alimentaires ayant

un degré de transformation plus élevé, les denrées alimentaires composées et les aliments pour animaux. Elle privilégie les produits importés issus du commerce équitable et d'exploitations paysannes cultivant le sol.

³ Elle veille à la réduction des incidences négatives du transport et de l'entreposage des denrées alimentaires et des aliments pour animaux sur l'environnement et le climat.

⁴ Ses compétences et ses tâches sont notamment les suivantes:

- ^a elle légifère sur la mise sur le marché des denrées alimentaires et des aliments pour animaux ainsi que sur la

déclaration de leurs modes de production et de transformation;

^b elle peut réglementer l'attribution de contingents tarifaires et moduler les droits à l'importation;

^c elle peut conclure des conventions d'objectifs contraignantes avec le secteur des denrées alimentaires, notamment avec les importateurs et le commerce de détail;

^d elle encourage la transformation et la commercialisation de denrées alimentaires issues de la production régionale et saisonnière;

^e elle prend des mesures pour endiguer le gaspillage des denrées alimentaires.

⁵ Le Conseil fédéral fixe des objectifs à moyen et à long termes et rend compte régulièrement de l'état de leur réalisation. Si ces objectifs ne sont pas atteints, il prend des mesures supplémentaires ou renforce celles qui ont été prises.

Art. 197, ch. 11

¹¹ Disposition transitoire ad art. 104a (Denrées alimentaires) Si aucune loi d'application n'entre en vigueur dans les trois ans après l'acceptation de l'art. 104a par le peuple et les cantons, le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution par voie d'ordonnance.

La politique continue de faire fi de la volonté du peuple

De la diplomatie secrète à la manipulation médiatique

par Karl Müller

Cinq mois après le crime présumé, le gouvernement des Etats-Unis a décidé d'introduire des sanctions économiques strictes contre la Russie dès le 22 août 2018. La justification de leurs nouvelles sanctions se fonde sur l'accusation d'une transgression de la «ligne rouge» du législateur américain en utilisant la neurotoxine («arme chimique») «novitchok» pour tenter d'assassiner l'ancien double agent *Skripal* (ayant également travaillé pour le service de renseignement militaire de l'armée soviétique GRU).

Les nouvelles décisions ont été prises au moment de la publication de deux soi-disant rapports d'investigation du *Scotland Yard* britannique. Selon ces documents, deux suspects auraient été identifiés, deux agents du service de renseignement militaire russe GRU séjournant en Russie. La Première ministre britannique *Theresa May* devrait décider, selon ces rapports, d'une demande d'extradition adressée à la Russie. Si la Russie refusait, ceci aggraverait encore davantage les relations britanniques et russes.

Concernant les prétendus résultats d'investigation de *Scotland Yard* on lit: «Selon les rapports non confirmés, les auteurs présumés du crime ont été identifiés après plusieurs mois de recherches. Des centaines de détectives ont comparé le matériel d'innombrables caméras vidéo avec les données de voyageurs étant entrés ou ayant quitté la Grande Bretagne autour de la date de l'attentat du 4 mars.» («*Neue Zürcher Zeitung*» du 7/8/18).

Différentes conclusions

Quelles conclusions sont possibles? Certains diront: maintenant, il est évident que les Russes sont les auteurs de la tentative d'assassinat. Alors, il est juste que le gouvernement des Etats-Unis en tire les conséquences, et que *Donald Trump*, l'inepte sympathisant de *Poutine*, soit forcé à faire le nécessaire: introduire des sanctions encore plus strictes contre la Russie.

D'autres se demanderont de quel droit le gouvernement américain décide de nouvelles sanctions, alors que dans le cas *Skripal* rien du tout n'est prouvé jusqu'à ce jour et que toutes les anciennes assertions se sont avérées fausses» (p. ex. que le «novitchok» n'existerait qu'en Russie). Si même la «*Neue Zürcher Zeitung*» parle de «rapports non confirmés» et

«Les conséquences en sont grotesques et amères. Là, où les guerres économiques, et d'autres choses encore pires sont imminentes, l'existence de millions d'humains est mise en question. Les PR et les médias ne servent pas uniquement à cacher le machiavélisme en politique, la violation continue du droit, l'ignorance politique derrière la dignité humaine et les droits de l'homme. Il s'agit également d'y habituer les gens petit à petit. Et la stratégie implique encore autre chose: les représentants des relations publiques savent que cette ignorance est évidente pour chacun qui sait réfléchir un peu. Mais les gens réfléchissant et empathiques doivent se sentir impuissants. Voilà, homme qui pense, tes idées et sentiments ne nous intéressent pas, tu es insignifiant, nos moyens pour le maintien du pouvoir sont plus forts, nous te rions au nez, le mépris est notre boulot, nous sommes en position de force, les «masses» nous suivront! Combien de temps encore?»

d'«auteurs du crime présumés», et utilise des termes extrêmement flous comme «le matériel d'innombrables caméras vidéo», «des centaines de détectives», «les données de passagers», on peut s'imaginer tout ce qu'on veut, mais il n'y a rien de concret qui soit convaincant ou qui vaille comme preuve. Les réactions russes officielles ne sont donc pas si déraisonnables, parlant d'une «guerre économique» de l'administration américaine contre la Russie et appelant le procédé du gouvernement contraire au droit international.

1918: Le président américain Wilson s'opposa à la diplomatie secrète

Au début novembre 1918, il y a bientôt 100 ans, c'était la fin de la Première Guerre mondiale. Les Etats de l'Europe étaient détruits, les gens étaient las des souffrances de la guerre... et se demandaient à juste titre: comment fut-il possible que l'on ait réussi à nous impliquer dans une telle tuerie de masse?

Le président américain *Woodrow Wilson* utilisa ces sentiments des peuples et formula ses 14 thèses, ayant trouvé leur entrée dans les manuels d'histoire. Déjà la première retient que «les accords de paix doivent être conclus de manière transparente et publiquement.» Puis, dans la deuxième phrase de ce premier point: «Des ententes internationales secrètes n'auront plus leur raison d'être, la

diplomatie devra toujours se pratiquer honnêtement et aux yeux de tout le monde.» Ceci correspondait au désir et à la volonté de millions de personnes. Jusqu'à ce jour, on recherche les causes de la guerre mondiale, les controverses se maintiennent, les archives sont toujours fermées. Il y eut de nombreuses ententes secrètes entre les gouvernements et les discrets milieux influents impliqués.

Wilson n'agit pas comme il avait parlé

Malheureusement, Wilson n'agit pas comme il avait parlé. Au contraire: vu dans la rétrospective, il faut supposer que ses dires n'étaient que de la propagande de guerre, habilement appliquée pour tirer les habitants de l'Europe (et des Etats-Unis) de son côté. Wilson avait engagé un spécialiste de la propagande: *Edward Bernays*. «*Edward Louis James Bernays*, né à Vienne le 22 novembre 1891 et mort à Cambridge (Massachusetts) le 9 mars 1995 est un publicitaire austro-américain.» Selon Wikipédia «il est considéré comme le père de la propagande politique institutionnelle et de l'industrie des relations publiques, ainsi que du consumérisme américain.» Puis on lit: «En 1917, durant la Première Guerre mondiale, Bernays fait partie du «Committee on Public Information» crée par le président Wilson pour retourner l'opinion

publique américaine et la préparer à l'entrée en guerre.» Sa campagne fut conduite sous le slogan «*Make the world safe for democracy*» – Amère dérision!

L'apparence doit être démocratique, mais tout doit être sous notre contrôle

Wilson et Bernays savaient que les méthodes du XIX^e siècle étaient obsolètes. Il n'était plus possible de dire aux peuples que la politique n'était pas leur affaire et ne concernait que les gouvernements. La politique avait besoin de nouvelles formes de «légitimation». Depuis la fin de l'absolutisme, la référence au droit divin du souverain n'était plus opportune. L'argumentation de *Hegel*, selon laquelle l'Etat (prussien) ne devait être pas moins que l'apogée de l'«incarnation» de l'esprit du monde (Weltgeist hégélien) convainquait, elle aussi, de moins en moins les gens. «L'apparence doit être démocratique, mais tout doit être sous notre contrôle», devint le nouveau principe, attribué bien plus tard à *Walter Ulbricht* de la RDA. Les moyens appropriés pour le réaliser étaient les relations publiques (public relations, PR) et les médias qui reprirent les contenus des PR et les divulguèrent sans vergogne. Il en est ainsi jusqu'à l'heure actuelle.

En position de force, combien de temps encore?

Les conséquences en sont grotesques et amères. Là, où les guerres économiques, et d'autres choses encore pires sont imminentes, l'existence de millions d'humains est mise en question. Les PR et les médias ne servent pas uniquement à cacher le machiavélisme en politique, la violation continue du droit, l'ignorance politique derrière la dignité humaine et les droits de l'homme. Il s'agit également d'y habituer les gens petit à petit. Et la stratégie implique encore autre chose: les représentants des relations publiques savent que cette ignorance est évidente pour chacun qui sait réfléchir un peu. Mais les gens réfléchissant et empathiques doivent se sentir impuissants. Voilà, homme qui pense, tes idées et sentiments ne nous intéressent pas, tu es insignifiant, nos moyens pour le maintien du pouvoir sont plus forts, nous te rions au nez, le mépris est notre boulot, nous sommes en position de force, les «masses» nous suivront!

Combien de temps encore? •

Le traité entre Trump et Juncker est un grand bluff

par Eberhard Hamer, professeur de sciences économiques



Eberhard Hamer
(photo mad)

Donald Trump est toujours encore plus commerçant que politicien. Il perçoit donc les problèmes à sa manière et différemment des politiciens. Il l'a prouvé déjà à trois reprises:

De manière euphorique, il a fait monter le conflit avec la Corée du Nord jusqu'au risque de guerre, pour finalement pouvoir apparaître dans un entretien personnel avec *Kim Jong-un* comme un vecteur de paix.

Selon le même schéma, il a également cherché la détente avec la Russie dans un entretien avec *Vladimir Poutine*.

Après avoir déclenché une guerre commerciale avec l'UE, il y a mis fin en toute tranquillité dans un entretien avec *Jean-Claude Juncker*; les deux se sont même fait fêter aux Etats-Unis et en Europe.

L'«accord» du 26 juillet entre M. Trump et M. Juncker n'était pas une convention, mais plutôt un diktat en faveur des Etats-Unis et au détriment de l'Europe:

L'Europe s'engage à acheter à l'avenir davantage de gaz liquéfié américain et à cette fin à construire des terminaux pétroliers en Europe.

Les partenaires démantèlent toutes les entraves au commerce sur les produits et les normes mutuels.

L'Europe adhère à une coalition de guerre commerciale américaine contre la Chine.

«Les négociateurs européens ont à nouveau, comme lors du TTIP, agit envers M. Trump de manière incapable et au détriment de l'Europe; ou alors M. Juncker, ayant dû être soutenu par le président américain, avait une fois de plus pris quelques verres de trop. En tout cas, M. Trump a à nouveau atteint ses objectifs et s'est révélé être le plus fort.»

Les règles de l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC) contre le vol de technologies par la Chine seront réexaminées.

Pour M. Trump, il était apparemment très important de réduire l'alimentation en gaz russe du marché européen (*Nord Stream 2*) et d'exporter en échange de grandes quantités de gaz liquéfié américain vers l'Europe. Suite à cet accord débile, les consommateurs européens subiraient à l'avenir une hausse des coûts du gaz de 30%. Le gaz russe est disponible au prix de 180 dollars par 1000m³, le prix du gaz liquéfié américain s'élève à au moins 240 dollars.

Il en va de même pour l'accord, mis en valeur de manière exagérée, sur la réduction de toutes les entraves commerciales. Il portait surtout sur les produits agricoles, en poursuivant avant tout le but de soutenir les agriculteurs américains assis sur leur soja invendable d'une valeur de 12,3 milliards de dollars suite aux sanctions économiques de la Chine dans la guerre commerciale avec les Etats-Unis. Naturellement, les agriculteurs, qui devraient à nouveau voter pour Trump aux élections en automne, sont en colère. Ce que nous Euro-

péens allons faire de ces immenses quantités de soja, personne ne le sait.

En outre, l'Europe devrait accepter de grandes quantités de viande américaine aux hormones à prix cassés et accepter toute la série de substances toxiques et de produits pharmaceutiques non approuvés pour de bonnes raisons en Europe. Il s'agit donc de saper par la porte dérobée le traité de libre-échange TTIP au profit des Etats-Unis, un accord combattu par les citoyens européens avec acharnement.

M. Trump peut en tout cas prétendre avoir lutté, et gagné, pour le compte des agriculteurs et des groupes chimiques américains. S'il s'avère par contre que l'Europe n'accepte pas le diktat de Washington, M. Trump aurait, après les élections de mi-mandat du 4 novembre, une bonne raison pour renforcer les sanctions contre l'UE.

Il en est de même pour l'entente d'une coalition de l'UE avec les Etats-Unis dans la guerre économique contre la Chine. Récemment, les Européens se sont alliés à la Chine contre les sanctions des Américains, maintenant l'UE promet (par M. Juncker) un

partenariat européen contre la Chine. Si les Américains se retournent contre l'Europe après les élections de mi-mandat du 4 novembre, nous perdrons la Chine comme partenaire et serions à nouveau seuls.

Les commentaires élogieux exagérés, faits en particulier par les courtisans allemands alignés sur les Etats-Unis, au sujet du «deal» entre M. Trump et M. Juncker, étaient donc un abrutissement politique sans connaître le sujet (Exemples: *Peter Altmaier*: «L'UE a brillamment négocié, sauvé des millions d'emplois.» *Heiko Maas*: «L'action unie de l'Europe a amené le succès.» *Angela Merkel*: «Excellent résultat.») Les spécialistes de l'économie allemande voient la situation de façon totalement différente, ils observent notamment que l'accord ne repose sur rien et ils reprochent à M. Juncker de s'être laissé avoir par les Etats-Unis de manière unilatérale (*Ilona Lange, IHK*: «Les droits de douane sur les voitures ne sont pas supprimés», «Les dangers en coulisse sont toujours présents.» *Mittelstandsinstitut Hannover*: «Aucun problème de résolu, les consommateurs européens sont trahis et la victoire fictive des Etats-Unis pour le 4 novembre est préparée»).

Les négociateurs européens ont à nouveau, comme lors du TTIP, agit envers M. Trump de manière incapable et au détriment de l'Europe; ou alors M. Juncker, ayant dû être soutenu par le président américain, avait une fois de plus pris quelques verres de trop. En tout cas, M. Trump a à nouveau atteint ses objectifs et s'est révélé être le plus fort. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Comment Poutine et Trump mettent fin à la guerre contre la Syrie

par Thierry Meyssan, Damas (Syrie)

Réseau Voltaire. La presse occidentale continue à soutenir les élites financières transnationales et à tenter de déconsidérer l'action du président Trump. Cette attitude rend difficilement compréhensibles les progrès entrepris vers la paix en Syrie. Thierry Meyssan revient sur les accords conclus au cours des cinq derniers mois et les avancées rapides sur le terrain.

C'est avec prudence et détermination que la Fédération de Russie et le président Trump mettent définitivement fin à la domination du monde par des intérêts transnationaux.

Convaincu que l'équilibre des puissances ne dépend pas de leurs capacités économiques, mais militaires, le président Poutine a certes restauré le niveau de vie de ses concitoyens, mais il a développé l'Armée rouge avant de les enrichir. Le 1^{er} mars, il révélait au monde les principales armes de son arsenal et le début de son programme de développement économique.

Dans les jours qui suivirent, la guerre se concentra sur la Ghouta orientale. Le chef d'Etat-major russe, le général Valeri Guérassimov, téléphona à son homologue américain, le général Joseph Dunford. Il lui annonça qu'en cas d'intervention militaire américaine, les forces russes cibleraient les 53 navires américains de la Méditerranée et du Golfe, y compris leurs 3 porte-avions à propulsion nucléaire. Surtout, il lui enjoignit d'informer le président Trump des nouvelles capacités militaires de son pays.

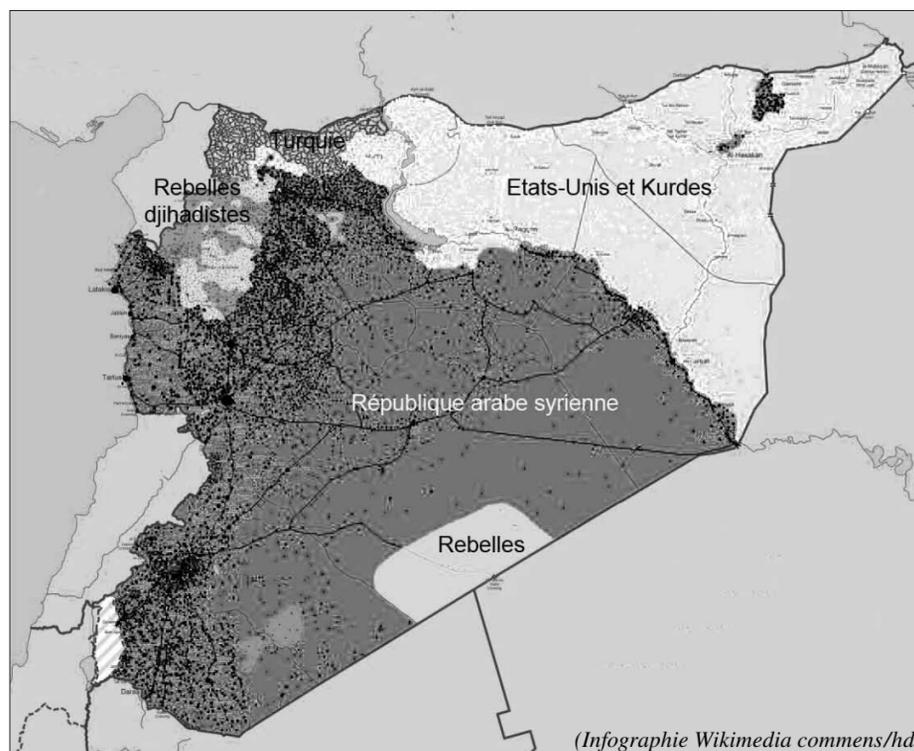
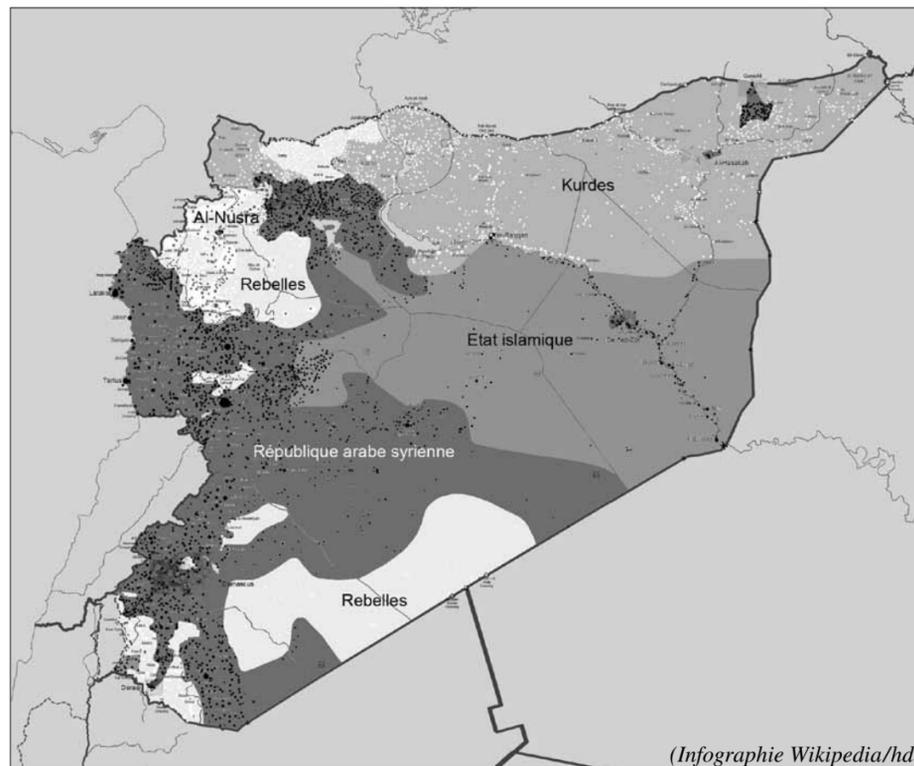
En définitive, les Etats-Unis laissèrent l'Armée arabe syrienne et quelques fantassins russes libérer la Ghouta des jihadistes qui l'occupaient.

Seul le Royaume-Uni tenta d'anticiper les événements en organisant l'«affaire Skripal»: si l'ordre mondial actuel s'effondre, il faut rétablir la rhétorique de la Guerre froide opposants les gentils cow-boys et les méchants ours russes.

En juin, lorsque l'Armée arabe syrienne, soutenue par l'aviation russe, se déplaçait vers le Sud du pays, l'ambassade américaine en Jordanie prévenait les jihadistes que, désormais, ils devraient se défendre seuls, sans aide ni soutien du Pentagone et de la CIA.

Le succès du sommet de Helsinki dépasse toutes les attentes

Le 16 juillet à Helsinki, les présidents Poutine et Trump allaient beaucoup plus loin. Ils abordaient la question de la reconstruction, c'est-à-dire des dommages de guerre. Donald Trump, nous l'avons souvent écrit ici depuis deux ans, est opposé à l'idéologie puritaine, au capitalisme financier et à l'impérialisme qui en découle. Il estime à juste titre que son



Ces deux cartes montrent les territoires des forces en Syrie. En 2015 (carte supérieure, 4 ans après le début de la guerre) et en août 2018 (carte inférieure).

pays n'a pas à endosser les conséquences des crimes de ses prédécesseurs dont son peuple a lui aussi été victime. Il affirme que ces crimes ont été commis à l'instigation, et au profit, des élites financières transnationales. Il considère donc que c'est à elles de payer, même si personne ne sait précisément comment les y contraindre.

Les deux présidents sont également convenus de faciliter le retour des réfugiés. Ce faisant, Donald Trump a renversé la rhétorique de son prédécesseur selon laquelle ils fuyaient la «répression de la dictature» et non pas l'invasion des jihadistes.

Alors que dans le Sud du pays, les jihadistes fuyaient à leur tour devant les forces syriennes et russes, et que quelques unités désespérées de Daesh commettaient des atrocités inimaginables, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et le chef d'Etat-major russe, Valeri Guérassimov, entreprenaient une tournée européenne et moyen-orientale.

Ils étaient reçus le plus discrètement possible dans l'Union européenne. En effet, selon le discours occidental le général Guérassimov est un conquérant qui a envahi et annexé la Crimée. Il est donc interdit d'accès dans l'Union, défenseuse auto-proclamée de «l'Etat de droit». Malheureusement, comme il était trop tard pour retirer son nom de la liste des sanctions, l'Union décida de fermer les yeux sur ses grands principes et de laisser exceptionnellement entrer le héros

de la réunification de la Crimée et de la Russie. La honte qui saisit les dirigeants occidentaux face à leur hypocrisie explique l'absence de photographies officielles des audiences accordées à la délégation russe.

La Russie développe un ordre pour la paix en Syrie – Merkel et Macron dérangés

A chacun de ses interlocuteurs, la délégation russe résuma quelques décisions du sommet d'Helsinki. Faisant preuve de sagesse, elle s'abstint de demander des comptes sur le rôle de chaque Etat durant la guerre et les appela au contraire à aider à sa fin: retrait des forces spéciales, arrêt de la guerre secrète, suppression de l'aide aux jihadistes, retour des réfugiés, réouverture des ambassades. Elle affirma notamment que chacun pourrait participer à la reconstruction sans exclusive.

Sitôt la délégation partie, la chancelière Angela Merkel et le président Emmanuel Macron firent ingénument interroger le Pentagone pour savoir s'il était vrai que le président Donald Trump comptait faire payer certaines compagnies transnationales (KKR, Lafarge, etc.) – juste pour semer le trouble outre-Atlantique. Cette attitude du président Macron, ancien cadre bancaire, est d'autant plus déplorable qu'il avait tenu à symboliser sa bonne foi en offrant 44 tonnes d'aide humanitaire à la population syrienne, transmises par l'armée russe.

Préparatifs pour le retour des réfugiés au Moyen-Orient

Au Moyen-Orient, le voyage de la délégation russe fut plus couvert par les médias. Lavrov et Guérassimov purent annoncer la création de cinq commissions pour le retour des réfugiés. Chacune, en Egypte, au Liban, en Turquie, en Irak et en Jordanie, comprend des représentants de l'Etat hôte et des délégués russes et syriens. Personne n'a osé poser la question qui fâche: pourquoi une telle commission n'a-t-elle pas été constituée avec l'Union européenne?

Concernant la réouverture des ambassades, les Emirats arabes unis ont pris les «Occidentaux» et leurs alliés de court en négociant la réouverture de la leur.

Restait la préoccupation des Israéliens d'obtenir le départ de Syrie des conseillers militaires iraniens et des milices pro-iraniennes, dont le Hezbollah. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a multiplié les allers-retours à Moscou et Sotchi pour plaider sa cause. On se souvient que Guérassimov avait ironisé sur le culot des vaincus israéliens exigeant le départ des vainqueurs iraniens. Lavrov, quant à lui, s'était diplomatiquement retranché derrière un refus de principe de ne pas s'ingérer dans la souveraineté syrienne.

Même Israël se montre conciliant

La Russie a résolu le problème: la police militaire russe a réinstallé les forces de l'ONU le long de la ligne de démarcation syro-israélienne, dont elles avaient été chassées, il y a quatre ans. Durant toute cette période, elles avaient été remplacées par Al-Qaïda, soutenu par Tsahal. La Russie a en outre installé en arrière de la ligne de démarcation, en territoire syrien, huit postes d'observation militaire. De la sorte, Moscou peut à la fois garantir à l'ONU et à la Syrie que les jihadistes ne reviendront pas et à Israël que l'Iran ne l'attaquera pas depuis la Syrie.

Israël, qui jusqu'ici misait sur la défaite de la République arabe syrienne et qualifiait son président de «boucher», a subitement admis par la voix de son ministre de la Défense, Avigdor Liberman, que la Syrie sortait vainqueur du conflit et que le président el-Assad était son chef légitime. Pour manifester sa bonne volonté, Liberman a fait bombarder un groupe de Daesh que jusqu'ici il soutenait en sous-main.

Petit à petit vers la paix

Petit à petit, la Fédération de Russie et la Maison-Blanche remettent de l'ordre dans les relations internationales et convainquent divers protagonistes de se retirer de la guerre, voire de postuler pour la reconstruction. De son côté, l'Armée arabe syrienne poursuit la libération de son territoire. Il reste au président Trump à parvenir à retirer ses troupes du Sud (Al-Tanf) et du Nord du pays (Est de l'Euphrate) et au président Erdogan à abandonner à leur sort les jihadistes réfugiés au Nord-Ouest (Idleb).

Source: www.voltairenet.org/article202272.html du 7/8/18

Qui paiera 388 milliards de dollars de dommages de guerre pour la Syrie?

Lors d'un séminaire qui s'est tenu à Beyrouth les 7 et 8 août 2018, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (ESCWA) des Nations Unies a estimé les dommages de guerre pour la Syrie à au moins 388 milliards de dollars.

La Commission présentera son rapport «Syria, 7 years at war» (La Syrie, 7 ans de guerre) dans les prochaines semaines.

Le président états-unien, Donald Trump, considère qu'il s'agit d'une guerre d'agression et qu'elle a été organisée par des intérêts financiers transnationaux (KKR, Toyota, Lafarge etc.). Ce serait donc à eux et aux Etats qui les ont aidés de payer cette somme.

Source www.voltairenet.org du 8/8/18

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,

l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale, CH-8000 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH6409000000877484856

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.- frs/ 108.- euros

ISSN 1662 - 4599

© 2018 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Un coup contre le Nicaragua

La politique et les médias occidentaux lancent l'attaque contre le gouvernement nicaraguayen

par Jens Bernert*

Qu'il y ait actuellement des troubles au Nicaragua n'est un secret pour personne. Le fait que les Etats-Unis et d'autres Etats occidentaux agissent en coulisse, a entre-temps été thématiqué dans plusieurs articles critiques consacrés à la situation du Nicaragua.^{1,2,3,4,5,6,7,8} Comme si l'affaire Iran-Contra n'avait jamais eu lieu, la politique et les médias occidentaux lancent l'attaque contre le gouvernement nicaraguayen en diffusant de fausses informations.⁹ On connaît ce procédé déjà de divers autres conflits. Les changements de régimes sont souvent présentés par les médias comme inéluctables et sont accompagnés de massives campagnes de désinformation.

De nombreuses personnes critiques ne disposent pas cependant sur leur radar de l'aspect géopolitique: le canal du Nicaragua planifié entre le Pacifique et l'Atlantique, ou plutôt la mer des Caraïbes. Car ce dernier pourrait mettre en péril la position privilégiée du canal de Panama se trouvant plus ou moins sous le contrôle des Etats-Unis et dont le dernier élargissement a été fêté le 26 juin 2016. Il semble que les préparatifs pour ce chantier soient déjà engagés, au moins jusqu'au début des troubles.

Je n'avais pensé à ce «canal du Nicaragua» que dernièrement, car on en parle très peu. Alors même que j'avais lu, par intérêt historique, passablement de textes concernant le canal de Panama, puis à propos de son présumé successeur ou projet concurrent le canal du Nicaragua. Un fait me montra que je n'étais pas loin de la vérité en pensant que ce projet géopolitique de grande importance avait d'une manière ou d'une autre à voir avec l'actuel conflit. Une recherche sur Internet dans Google News sur le «Canal du Nicaragua».¹⁰

Le journal «Südwestpresse» a publié le 18 juillet 2018 un article, dans lequel on trouve l'affirmation suivante:

«Les reproches des mouvements étudiants s'adressaient au président Ortega n'ayant pas fait éteindre rapidement un incendie dans un parc naturel afin de permettre à des amis grands propriétaires fonciers de s'emparer de ces terres. Les adversaires du projet «Canal du Nicaragua» à 50 milliards s'opposent aux immenses dépossessions prévues.»

Je vous prie instamment de ne lire cet article, si vous voulez le sortir du Web,

* Jens Bernert, né en 1974, a étudié la géographie et les sciences politiques à l'Université de Mannheim.



(Infographie Wikipedia/hd)

qu'après avoir pris connaissance du contenu de cet article et des sources indiquées dans les notes de fin. L'article de la «Südwestpresse» contient une telle quantité de fiel qu'il est pratiquement indigeste. Toutefois, il contient une remarque concernant le canal du Nicaragua.

Un article dans Spectrum indique le lien géopolitique avec la Chine.¹¹ Ce qui correspond à mes connaissances, du moins en ce qui concerne l'«opinion propagée» sur le canal du Nicaragua.

Spektrum: «Il est bien probable qu'il s'agisse également de raisons géopolitiques pour les Chinois de vouloir ouvrir cette voie. [...] La Chine fait partie des plus grands clients du pétrole vénézuélien et les deux Etats entretiennent des relations amicales. Il semble donc logique que la République populaire cherche des alternatives sûres, alors même que le canal de Panama ne se trouve plus sous le contrôle américain, mais appartient au Panama.»

Le quotidien «Mannheimer Morgen» «sait» aussi quelque chose au sujet du canal du Nicaragua: ««Nous devons rendre public ce qui se passe au Nicaragua», a déclaré Cardenal dans son essai, en dénonçant le fait que le chef de l'Etat Ortega ait réussi «en un seul

jour» à faire admettre par le Congrès national la loi permettant la construction d'un canal interocéanique avant de remettre cette concession le lendemain «avec une vitesse inouïe» à une entreprise chinoise et un investisseur du nom de Wang Jing.»

Il est possible que l'opposition et les Etats-Unis ainsi que leurs alliés veuillent faire tomber le gouvernement du Nicaragua pour diverses raisons, mais rien ne justifie de se désintéresser de la question du canal du Nicaragua. Notamment parce que l'Occident s'en préoccupe fortement et que nos propres propagandistes font le lien entre les troubles, dans lesquels l'Occident prétend une fois de plus «être totalement innocent», et le canal projeté.

Les Etats-Unis ne se débarrasseront plus aussi facilement de cette affaire géopolitique extrêmement importante. Même si le gouvernement du Nicaragua arrive à tenir bon, malgré les campagnes de dénigrement et les attaques armées, on arrivera peut-être à empêcher la construction du canal. Il se pourrait que la construction n'aurait jamais abouti, mais pensez-vous réellement que les Etats-Unis accepteraient un tel risque et se contenteraient d'observer le déroulement de cette construction tout en espérant que les maîtres

d'œuvre soient poursuivis par la poisse? Avec ou sans les Chinois: la construction du canal serait un coup insupportable porté aux Etats-Unis, tout au moins du point de vue des partisans de la ligne dur.

Les diminutions des pensions au Nicaragua, dont parle la «Südwestpresse» et compagnie sont le fruit des pressions exercées par le FMI (Fonds monétaire international), dont on sait qu'il est sous la coupe des Etats-Unis et impose aux Etats du monde entier un régime néolibéral.

Le président Ortega s'est opposé aux ordres du FMI et a ainsi nettement moins réduit les retraites en comparaison de celles prévues par les Etats-Unis. Le fait que nos médias et nos «activistes» s'en prennent maintenant aux diminutions des pensions par le gouvernement du Nicaragua, le rendant ainsi responsable des troubles actuels, démontre l'incroyable fourberie de nos propagandistes. Ils veulent nous faire passer pour des imbéciles!

Source: Rubikon – Magazin für die kritische Masse du 4/8/18

(Traduction Horizons et débats)

¹ www.rubikon.news/artikel/die-gekaufte-revolution

² www.rubikon.news/artikel/contras-2-0

³ blauerbote.com/2018/07/26/bundesregierung-plant-angriff-auf-nicaragua-staatssekretar-ann-ann-reagiert-aggressiv-auf-kritik/

⁴ www.jungewelt.de/artikel/337135.blaupausen-des-regime-change.html

⁵ www.barth-engelbart.de/?p=204056

⁶ amerika21.de/blog/2018/07/207732/nicaragua-definitionssache

⁷ www.jungewelt.de/artikel/336430.nach-drehbuch.html

⁸ amerika21.de/analyse/206829/nicaragua-solidaritaet-konflikt

⁹ www.heise.de/tp/news/Akten-zur-Iran-Contra-Affaire-veroeffentlicht-2032783.html

¹⁰ www.google.de/search?q=Nicaragua+Kanal&tbm=nws

¹¹ www.spektrum.de/news/nicaraguakanal-jahrhundertwerk-oder-desaster/1240739

¹² www.morgenweb.de/mannheimer-morgen-artikel.-welt-und-wissen-toedliche-traeume-von-freiheit-und-demokratie.-arid,1293022.html

¹³ www.taz.de/!5432544/+++

Remarque: Ce texte est paru en premier dans la revue Internet «Rubikon für die kritische Masse». Comme la publication de l'article se trouve sous la licence libre (Creative Commons), Horizons et débats réimprime ce texte et signale explicitement que Rubikon ne vit que des dons.

Il y a plus de 100 ans, au Panama ...

par J. R. de Salis

hd. L'historien suisse renommé Jean Rodolphe de Salis décrit, dans son style particulier, l'appropriation du canal de Panama par le gouvernement américain de l'époque.

«En politique extérieure, Roosevelt a poursuivi, en tant que président [de 1901–1909], deux buts: (1) la construction du canal de Panama en tant que projet réalisé uniquement par les Etats-Unis, et soumis à leur souveraineté, ainsi que (2) la suppression de toute ingérence étrangère ou prise de territoire dans n'importe quel endroit de l'hémisphère occidental. Ensemble, ces deux objectifs eurent comme effet l'immiscion de l'Union elle-même en Amérique centrale, en s'appropriant des terres sur l'isthme de Panama et en érigeant sa prédominance politique et économique dans les Caraïbes.

Il s'agissait de se débarrasser de trois obstacles avant de pouvoir entamer la construction du canal. L'un était l'Accord Bulwer-Clayton de 1850 entre les Etats-Unis et l'Angleterre stipulant l'équivalence des deux partenaires et leur renoncement à la fortification militaire du futur canal; le deuxième obstacle concernait la «Nouvelle Société du canal de Panama» disposant du droit prioritaire pour la construction du canal; le troisième et le plus gros obstacle était la souveraineté de la République sud-américaine de Colombie sur le territoire prévu pour la construction du canal, qui,

en tant que Province du Panama, faisait partie de cet Etat.

En 1902, le gouvernement britannique renonça à ses droits garantis dans l'Accord Bulwer-Clayton, négocié par leurs ambassadeurs Pauncefote et le secrétaire d'Etat Hay et ratifié par le Sénat américain. L'Angleterre respecta le droit des Etats-Unis de construire le canal sous leur contrôle exclusif ainsi que de le fortifier, à condition de garantir le libre passage des bateaux de toutes les nations aux mêmes conditions. Ainsi, la politique britannique souscrivit à sa retraite partielle d'Amérique centrale (où cependant la Jamaïque, le Honduras britannique ainsi que quelques autres petites îles antillaises, outre le Guyane britannique et les îles des Bahamas font toujours partie de l'Empire britannique) et accepta les droits et les intérêts particuliers des Etats-Unis dans les Caraïbes. C'était l'époque où l'Angleterre, après avoir vaincu les Bures, consolida sa suprématie en Egypte, en Afrique de l'Est et du Sud, conclut avec l'Italie un accord de neutralité, forma une alliance avec le Japon et entama un règlement à l'amiable avec la France dans les divers contentieux liés aux colonies, en reconnaissant la prise de pied française au Maroc. Le renoncement britannique à ses droits légitimement acquis aux Caraïbes ne pesait pas trop lourd face à l'opportunité de pouvoir mieux contre-carrer – par l'apaisement de ses relations

avec les Etats-Unis, le Japon, l'Italie (et en 1904 avec la France) – la construction de la flotte navale allemande et de renforcer, suite au retrait de ses unités marines des Caraïbes (plus tard également de la Méditerranée), la défense efficace de ses côtes dans la mer du Nord.

La «Nouvelle société du canal de Panama» – successeur juridique de la Société de Lesseps française – se trouvait en possession de la concession de construction, accordée par la République de Colombie; leurs propriétaires étaient heureux de pouvoir transmettre leurs droits aux Etats-Unis et ils firent une proposition allant dans ce sens au gouvernement de Washington. Dans la province du Panama, les cercles dirigeants désiraient également que les Américains prennent en mains la construction du canal. Ce plan échoua pourtant à l'été 1903, suite à la résistance du Parlement colombien qui renonça d'accepter le contrat de concession négocié entre le secrétaire d'Etat Hay et le négociateur colombien Herran. Le 3 novembre, un soulèvement contre la dominance colombienne fut instigué par des cercles intéressés de la «Nouvelle Société du canal de Panama»; la présence de navires de guerre américains empêcha les troupes colombiennes de poser le pied sur terre ferme pour étouffer le soulèvement. On incrimina Roosevelt de façon très sévère pour ce procédé qu'il avait certainement fomenté. Il

avoua plus tard qu'il «avait simplement pris possession du Panama pour couper court aux bavardages interminables et pour faire démarrer l'ouvrage» (Beard). Quoi qu'il en soit, il reconnut le gouvernement de la nouvelle République du Panama dans les trois jours après l'éclatement du soulèvement et, le 18 novembre déjà, les conditions sous lesquelles les Etats-Unis étaient en droit d'entamer le tracé du canal furent fixées dans un accord conclu entre le secrétaire d'Etat John Hay et le représentant du Panama, Philippe Bunau-Varilla. La petite République céda aux Etats-Unis la zone du canal et leur confia le droit de la fortifier et de la défendre; la propriété de la «Nouvelle Société du canal de Panama» fut transférée aux Etats-Unis qui versa au Panama le même dédommagement qu'ils avaient offert à la Colombie. En outre, les Etats-Unis obtinrent, en République du Panama, des privilèges semblables à ceux qu'ils avaient à Cuba. Ils étaient donc responsables de l'autonomie et du maintien de la paix et de l'ordre sur le territoire et exerçaient le contrôle des finances publiques. Ainsi, le Panama se transforma en réalité en un protectorat américain.

Source: von Salis, J. R.; Weltgeschichte der Neuesten Zeit, Band III/1, Amerika-Asien-Europa, Orell Füssli Verlag Zürich, Neuauflage 1980, p. 57s.

(Traduction Horizons et débats)

Nous incitons les parents à attendre que leurs enfants soient en 8^e classe pour avoir un smartphone

hd. L'initiative américaine de parents du Texas «Wait Until 8th» s'est adressée au grand public avec le texte suivant.

L'engagement «Wait Until 8th» [«Attendre jusqu'à la 8^e classe» – environ 14 ans] encourage les parents à se rassembler et à attendre que leurs enfants aient atteint la 8^e pour leur donner un smartphone. Si les parents s'unissent, la pression, ressentie par les enfants et les parents, de devoir posséder un smartphone à un jeune âge diminuera.

Les smartphones sont gênants et potentiellement dangereux pour les enfants, pourtant ils sont largement répandus à l'école primaire et à l'école secondaire, car il existe des pressions sociales et des attentes illusoire selon lesquelles il faut en avoir un.

Ces appareils transforment rapidement l'enfance des jeunes. Jouer dehors, passer du temps avec des amis, lire un livre ou faire des activités en famille devient plus rare, à la place les enfants passent des heures sur *Snapchat*, sur *Instagram* pour échanger des photos et des vidéos et pour se tenir au courant sur *You Tube*.

Les parents se sentent impuissants dans cette bataille difficile et ont besoin de l'appui de la communauté pour retarder la présence grandissante des smartphones dans les salles de classe, les espaces sociaux et lors des repas en famille. Soyons solidaires et attendons au moins jusqu'à la 8^e avant d'autoriser nos enfants à disposer d'un smartphone.

Si vous jugez que votre enfant puisse avoir besoin de vous contacter avant la 8^e, toutes les grandes marques possèdent un téléphone simple permettant d'appeler et d'envoyer des messages sans être lié à Internet. L'engagement «Wait Until 8th» encourage les parents à différer le moment de posséder un smartphone. Si vous souhaitez que votre enfant ait un téléphone simple uniquement pour appeler, envoyer des messages ou passer des appels vidéo, vous pouvez quand même joindre le mouvement! Un téléphone de base et les appels vidéo évitent de nombreux dangers et distractions des smartphones.

Dites-le autour de vous!

Parlez de ce mouvement à vos amis et à votre famille. Il n'y a pas de meilleure façon d'améliorer la situation que de devenir soi-même actif. Partagez la promesse avec votre famille et vos amis et soyez actif dès aujourd'hui! Sur notre page «Attendez jusqu'à la 8^e classe», vous trouverez un soutien complet pour vous aider à vous engager pour la promesse. Votre voix peut faire la différence. Regroupez-vous. Le fait de collaborer donne du courage.

Interdiction des portables dans les écoles françaises

Fin juillet, le Parlement français a imposé une interdiction des portables dans les écoles maternelles, primaires et secondaires. Cela concerne les élèves âgés de trois à quinze ans. Cette loi renforce une réglementation existante depuis 2010.

L'interdiction s'applique à tous les locaux scolaires pour les pauses et les activités scolaires à l'extérieur de l'école, par exemple lors de voyages scolaires.

Des exceptions sont faites lorsque le téléphone portable est utilisé à des fins scolaires ou pour les enfants handicapés.

Derrière l'interdiction, il y a la conviction d'une meilleure concentration des enfants en l'absence de l'utilisation de smartphone. On souhaite également limiter le harcèlement en milieu scolaire, une activité souvent filmée et placée sur Internet.

Source: www.srf.ch; «News» International du 31/7/18.

L'enfance est trop courte pour perdre son temps sur un smartphone. Prenez votre engagement aujourd'hui!

Pourquoi attendre?

Il y a bien une raison pour laquelle les cadres de Silicon Valley sont opposés aux smartphones pour leurs enfants avant qu'ils aient au moins 14 ans. En fait, il existe une longue liste de raisons, et les parents doivent les connaître.

Les smartphones altèrent l'enfance

L'enfance des jeunes est altérée. Jouer dehors, passer du temps avec des amis, lire un livre ou accomplir des activités en famille devient plus rare, à la place les enfants passent des heures sur *Snapchat*, *Instagram* et *You Tube*. Certains d'entre eux passent quotidiennement entre 3 et 7 heures devant un écran, de ce fait, de nombreux divertissements essentiels au développement des enfants sont remplacés par des distractions en ligne.

Les smartphones créent des dépendances

Des recherches récentes montrent que la dépendance aux smartphones peut produire des réponses du cerveau similaires à celles des dépendances à l'alcool, à la drogue ou au jeu. Les smartphones sont comme des machines à sou dans les poches de vos enfants les persuadant qu'ils en ont constamment besoin. Le secteur technologique crée intentionnellement des applications mobiles et des réseaux sociaux pour que les utilisateurs s'en servent durant de longues périodes, c'est ainsi qu'ils se font leur argent.

Les smartphones sont des distractions perturbant la scolarité

Les années d'école primaire et secondaire établissent la base du succès scolaire des enfants. Ils apprennent comment gérer le temps, leurs projets et leurs devoirs de manière productive. Introduire une distraction constante avec un smartphone ouvre la voie vers une scolarité médiocre. Des études montrent qu'une fois qu'un enfant possède un smartphone, ses notes risquent d'en souffrir. Une autre étude a prouvé que les enfants fréquentant des écoles où les smartphones sont interdits obtiennent de meilleurs résultats à leurs examens.

Les smartphones nuisent au sommeil

Des études ont révélé que l'utilisation de smartphones ou d'autres appareils portables à écran affecte la quantité et la qualité du sommeil des enfants et des adolescents. Les adolescents ont tendance à être agités, car ils anticipent la réponse d'amis par message texte ou sur les réseaux sociaux entravant ainsi leur cycle du sommeil. Certains enfants se réveillent au milieu de la nuit pour vérifier leurs messages et les réseaux sociaux. Les perturbations du sommeil chez les jeunes sont connues pour avoir des effets néfastes sur la santé tels qu'une mauvaise alimentation, l'obésité, l'affaiblissement du système immunitaire, un retard de croissance et des problèmes de santé mentale.

Les smartphones parasitent les relations

Beaucoup de parents regrettent d'avoir permis à leurs enfants d'avoir un smartphone, car ils ont expérimenté la manière dont ces appareils peuvent être néfastes pour une relation. Et la relation parent-enfants en souffre. Souvent les enfants ne réalisent pas la constante distraction causée par leur téléphone. Les relations personnelles en tête à tête se raréfient, car ils passent plus de temps et d'énergie à s'investir dans leurs «amitiés» en ligne.

Les smartphones augmentent le risque d'anxiété et de dépression

A un si jeune âge, les enfants ne sont émotionnellement pas équipés pour naviguer dans les eaux agitées des réseaux sociaux. Voir quelqu'un se mettre en avant et s'amuser sur les réseaux sociaux pousse souvent les jeunes à penser qu'ils manquent quelque chose ou qu'ils ne sont pas à la hauteur de leurs pairs.

Faites la promesse

Avec votre signature, vous promettez de ne pas donner de smartphone à votre enfant avant la 8^e année scolaire, à condition qu'au moins 10 familles de la classe et de l'école de votre enfant participent également à la promesse. Si vous voulez que votre enfant ait un téléphone simple ne permettant que les appels et les textos, vous pouvez quand-même signer la promesse! Un simple téléphone évite de nombreuses distractions et dangers émanant du smartphone.

Dès que 10 familles auront signé la promesse, nous vous informerons de la validité de la promesse. «Attendez jusqu'à la 8^e classe» vous écrira un courriel pour vous indiquer quelles familles du groupe

d'âge correspondant ont donné leur accord. Cela vous aidera à vous soutenir mutuellement. Ensemble, nous sommes plus forts!

Nous ne transmettons pas vos données à des tiers en dehors de notre organisation. Elles ne seront pas publiées sur ce site.

Protection des données

Avec cette déclaration de confidentialité, nous informons de la politique de confidentialité de «waituntil8th.org». Nous sommes les seuls propriétaires des données collectées sur ce site. Nous ne prêterons ou ne vendrons ces informations à personne.

Des recherches montrent que plus une personne utilise les réseaux sociaux, plus elle est susceptible d'être déprimée.

En plus de cela, quand les enfants abusent de la technologie, la constante stimulation du cerveau cause une augmentation du cortisol, l'hormone du stress. Trop de cortisol peut empêcher un enfant d'être calme et la perte de la tranquillité peut mener à de sérieux troubles anxieux.

Les smartphones exposent les enfants à la cyber intimidation

Le harcèlement ne se limite plus à la place de jeu et aux vestiaires. Les persécuteurs cherchent à blesser par le biais des réseaux sociaux et des messages, ce qui fait que les victimes n'ont aucune issue de retraite. Le support le plus utilisé pour le cyber harcèlement est le téléphone. Près de 43% des enfants ont été harcelés en ligne. Et seul un enfant sur dix parlera à ses parents ou à un adulte de confiance de ces abus.

Les smartphones exposent les enfants à du contenu à caractère sexuel

Avec les smartphones, les enfants ont accès à la pornographie en tout lieu. Les distributeurs de pornographie ont volontairement pris la jeunesse en ligne pour cible, les attirant avec des vidéos et des images dangereuses. Une étude démontre que 42% des jeunes utilisateurs ont été exposés à de la pornographie en ligne, de ces derniers, 66% ont déclaré avoir été exposés à la pornographie contre leur gré, souvent par le biais de publicités.

Non seulement, les jeunes voient du contenu à caractère sexuel sur leur téléphone, mais ils en créent également. De plus en plus de jeunes s'envoient des «sexto» (s'envoient des messages – texto – à caractère sexuel et/ou des images explicites). De même, de nombreuses applications ouvrent la voie pour les prédateurs sexuels cherchant à suivre, à influencer ou à faire du mal à nos enfants.

Des cadres des grandes entreprises de la technologie interdisent à leurs enfants d'avoir un smartphone

Selon un article du «New York Times», beaucoup de cadres dans le domaine de la technologie ont attendu que leurs enfants aient 14 ans pour leur permettre d'avoir un smartphone. Et bien que ces adolescents puissent passer des appels et envoyer des messages, ils n'ont pas d'accès à Internet avant leurs 16 ans. Si les dirigeants de géants numériques comme Google, eBay, Apple et Yahoo retardent le moment d'avoir un smartphone, ne devrions-nous pas également attendre? Les cadres ayant prospéré grâce au succès de la technologie protègent leurs enfants contre les smartphones. Ne devrions-nous pas en faire autant?

Source: waituntil8th.org
(Traduction Horizons et débats)



Colloque intéressant du 20/10/18: «La technologie numérique entre les promesses de liberté et la surveillance permanente», <http://futur-iii.de/2018/01/27/bildschirmmedien-und-kinder/>.

Les cadres dirigeants des grands groupes IT sont conscients des dangers de leur technologie

Lorsque la première tablette d'Apple apparut sur le marché, le journaliste *Nick Bilton* a dit à *Steve Jobs*, cofondateur et PDG de longue date d'Apple, que ses enfants adoreraient certainement l'iPad. La réponse de *Steve Jobs* l'a d'abord stupéfait: «Ils ne l'ont pas encore utilisé. Nous limitons la quantité de technologie que nos enfants utilisent à la maison.»

Un certain nombre de cadres supérieurs de l'industrie de la technologie lui ont donné des informations similaires. «*Chris Anderson*, ancien rédacteur en chef de *Wired*, puis PDG du fabricant de drones *3D Robotics*, a fixé des limites

temporelles et des contrôles parentaux pour chaque appareil de sa maison. «Mes enfants nous accusent, ma femme et moi, d'être des fascistes et d'être surprotecteurs à propos de l'IT, et ils argumentent que personne parmi leurs amis n'a les mêmes règles», a-t-il dit à propos de ses 5 enfants âgés de 6 à 17 ans. «C'est parce que nous connaissons de première main les dangers de la technologie. J'en ai moi-même fait l'expérience, je ne veux pas que cela arrive à mes enfants.»

Source: *Bilton, Nick. Steve Jobs was a Low-Tech Parent. In: «New York Times» du 10/9/14*
(Traduction Horizons et débats)

Remplacer le tablier de cuisine par les bottes en caoutchouc

Les apprentis cuisiniers bénéficient du savoir-faire à l'étable et sur les champs

par Heini Hofmann*

La société d'agglomération moderne a un problème: elle ne se salit pas les mains! Tandis que la paysannerie diminue, le nombre des consommateurs sans aucun lien à la terre explose. Cela mène à une perte de contact entre les producteurs de produits naturels et les consommateurs finaux. Ce qui manque ce sont des liens directs accompagnés d'informations de première main car seules celles-ci sont convaincantes et durables.

Un excellent exemple à ce propos est la tradition des journées découvertes pour les apprentis cuisiniers de l'École professionnelle de Zurich [Allgemeine Berufsschule Zürich – ABZ] au Centre de formation agricole du Plantahof à Landquart [Landwirtschaftlichen Berufs- und Bildungszentrum – LBBZ], correspondant à une expérience où l'on «remplace le tablier de cuisine par des bottes en caoutchouc». Car les connaissances de base transmises aux futurs préparateurs des produits naturels de base, ne leur servent pas uniquement à eux personnellement, mais connaîtront un effet multiplicateur plus tard dans leurs vies professionnelles.

Retour aux sources

Alors que Rousseau plaide déjà pour le «retour à la nature», il y a aujourd'hui une grande urgence pour de larges pans de la population à un «retour à l'agriculture». La jeunesse moderne des villes et des agglomérations connaît mieux les animaux sauvages exotiques que les animaux de la ferme du pays, dont les consommateurs exigeants font connaissance uniquement par les produits transformés se trouvant dans leurs assiettes. Le fait que la nature produise les fruits et les légumes selon les saisons est totalement évincé par l'évidence des offres de ces produits pendant toute l'année dans les grandes surfaces.

Il n'est pas étonnant, qu'une telle aliénation mène à un manque de compréhension pour les rapports éco-biologiques concrets, ce qui entraîne des exigences dénuées de toute réalité et ceci aussi bien envers les exigences outrancières des consommateurs (viande de veau blanche) qu'à l'égard des revendications exagérées des protecteurs des animaux (société végétarienne) – les unes comme les autres sont l'expression indirecte d'un mauvais sentiment voire d'une mauvaise foi de la société entière face à une responsabilité refoulée, voire déléguée.

Il y a de nombreuses années, cette situation de départ alarmante a incité les directions des écoles différentes de Zurich et de Landquart, à réaliser un rapprochement entre l'agriculture et la gastronomie à l'échelle de 1:1. Celui-ci a un tel succès qu'il est devenu – dans le cadre de l'enseignement à intervalle de la 1^{re} année d'apprentissage de cuisinier – autant une tradition qu'un temps fort pour les jeunes gens. Il a lieu annuellement au mois de mai.

Qualification-clé

Cela se déroule toujours de la même manière: les jeunes hommes et jeunes filles de la guilde des futurs cuisiniers arrivent sur les lieux dans l'ambiance gaie et décontractée d'un voyage scolaire. Ils ne se doutent pas encore qu'ils rentreront après ces journées d'expériences intensives marquées par un lever-tôt résolu et un retroussement de manches sur le terrain, dans le cadre de cours en plein-air et proches de la nature dans les champs et à l'étable, certes heureux, mais épuisés et en s'étant sali les mains durablement. Une chose est sûre: la revendication de l'économie de transmettre davantage de qualifications-clé aux apprentis ne se laisse réaliser plus durablement nulle part ailleurs que lors de tels cours sur le lieu naturel de la production.

* Heini Hofmann est un journaliste scientifique de renom, ancien vétérinaire de zoo et de cirque (jardin zoologique de Bâle et Cirque national suisse), directeur du Zoo pour enfants de Rapperswil, conseiller auprès de diverses institutions et initiateur de divers projets visant à créer des liens entre l'agriculture et les populations citadines. Il collabore à de nombreuses publications, tant en Suisse qu'à l'étranger. Ses articles sont toujours imprégnés de connaissances factuelles fondées, d'explications claires et de grande objectivité, car il agit en toute indépendance.



Lors de l'évaluation des animaux, les futurs raffineurs de produits apprennent que les produits nobles ne viennent que de bêtes en bonne santé. (photo ABZ/LSP)



Ce ne sont pas de martiens, mais de futurs cuisinières et cuisiniers lors de leur première prudente rencontre avec les plus petits de tous les animaux de rente, les abeilles. (photo ABZ/LSP)

D'abord, les novices dans le monde agricole doivent dessiner sur papier l'image qu'ils ont du métier de paysan – les résultats ne manquent pas de romantisme. Ensuite, ils sont initiés à la réalité de l'agriculture moderne, où l'on travaille durement au rythme de la nature et sous le dictat du marché et des changements structurels. Certains parallèles avec la situation actuelle dans la gastronomie deviennent évidents, menant rapidement à un rapprochement.

De l'abeille au bovin

Puis, il est temps d'enfiler les bottes en caoutchouc. Au début, l'odeur intense dans la porcherie rebute. Toutefois, l'intérêt pour ces animaux intelligents et propres de nature – et d'ailleurs les plus consommés (le Suisse moyen consomme un demi-porc par an) – prévaut.

Chez les vaches laitières, les grandes quantités de lait produites annuellement et au

cours de leur vie – possibles uniquement par un élevage, une nourriture et des soins optimaux – impressionnent. On prend également connaissance avec étonnement du comportement très différent des troupeaux de vaches élevés en plein air et donc à moitié sauvages et des vaches laitières devenues dociles par la traite quotidienne. Pour les premières, seules les méthodes de Monty Roberts pour apprivoiser les jeunes taureaux, conviennent: le «chuchoteur aux oreilles des bovins» remplace le «chuchoteur aux oreilles des chevaux».

Mais les petits livreurs de produits parmi les animaux de rente attirent également l'intérêt. Qui aurait pu savoir que les poules blanches ne pondent pas des œufs blancs et les brunes ne pondent pas d'œufs bruns, mais que la couleur des coquilles d'œufs est liée génétiquement à la couleur des lobes d'oreilles, donc que les races de poules dotées de lobes d'oreilles blancs pondent des œufs

La vache qui pleure

HH. Quelques exemples de la vie quotidienne peuvent montrer à quel point la société moderne est éloignée des racines rurales: une enseignante d'école maternelle et la paysanne qu'elle visite avec ses gamins ne croient pas leurs yeux. Plusieurs de la dizaine d'orphelins de la nature habitant dans une agglomération tentent de s'enterrer dans un champ – comme les porcelets. Un autre petit homme haut comme trois pommes court à travers les champs de trèfles avec les bras largement écartés. Manifestement, les premières expériences intensives avec les champs et la terre. Si ça ne vous fait pas réfléchir!

Mais un tel phénomène ne se limite pas à la plus jeune progéniture de l'ancienne nation de paysans et d'armatillais. Une jeune fille de 14 ans ayant grandi en ville demande intéressée et naïve à l'agriculteur qui a son cheval en pension: «Est-ce que les pommes de terre poussent sur les arbustes, là où sont les fleurs?» Ou un

élève de douze ans, célébré comme champion informatique par ses camarades de classe, écrit avec insouciance dans sa composition: «Le lait est produit à la fabrique; Migros et Coop ont des processus différents».

Et inversement, les agents publicitaires dans leurs élégants bureaux citadins se cassent la tête pour trouver la manière de promouvoir la consommation de lait, notamment en libérant le jus blanc de son image rustique d'origine, c'est-à-dire de la mamelle de vache et donc de l'environnement de l'étable et du fumier. Résultat: le «verre de lait froid» est mort, vive le «Ice Milk Drink». De tels développements risquent bien de faire monter les larmes aux yeux de la bonne vache Lisa!

Un tel rapprochement direct avec des informations de première main, tel qu'il est fourni par la campagne «remplacer le tablier de cuisine par des bottes en caoutchouc», est donc plus qu'approprié.

L'esprit pionnier au Plantahof

HH. Là, où les diligences postales s'enlisaient dans le Riedland marécageux, dans la zone de l'actuel Plantahof à Landquart, le berger Thomas Lareda – après s'être enrichi comme confiseur à Saint-Petersbourg à l'époque des tsars – a acheté en 1811 une petite ferme, la «Schnideri Bündt», qu'il a rebaptisée «pour l'amour des Russes» en Russhof.

Bovins bruns au lieu de coton

En 1848, après la mort de Lareda suite à une grippe, la propriété fortement agrandie – ayant appartenu entre-temps à Christian Luzi, opérateur d'agence pour les émigrants – est transmise en 1886 à Rudolf Alexander von Planta, 25 ans. Né en 1861 en Egypte, ce dernier est le fils d'un magnat du coton, dont le rêve était de devenir agriculteur. Von Planta était l'un des modernistes de l'époque dans l'élevage du bétail gris des Grisons (vache grise rhétienne contre la grande vache brune suisse), influencé par les méthodes d'élevage qu'il avait acquises en Angleterre. Malheureusement, il décéda en 1895, à l'âge d'à peine 35 ans, beaucoup trop tôt suite à une maladie rénale insidieuse.

Dans son testament – ce qui fut la pierre angulaire de l'école d'agriculture du Plantahof – il désigna le canton des Grisons comme seul héritier, en y attachant la condition de garder pour toujours un troupeau de vaches brunes suisses pour alimenter ainsi l'élevage dans le pays. Le Plantahof a suivi cette consigne. Et d'une manière générale, un esprit pionnier particulièrement fort peut toujours et encore être ressenti ici.

blancs et celles dotées de lobes d'oreilles rouges pondent des œufs bruns. Qui connaît l'énorme importance revenant à la pollinisation par les abeilles des plantes et des arbres fruitiers, facteur premier et indispensable de fruits et de légumes!

Ecologie et produits régionaux

Puis, on va de l'étable aux champs pour apprendre à connaître la différence entre les pâturages permanents et les prairies artificielles (remplaçant les anciennes jachères) et les terres ouvertes et les cultures spéciales avec tous les termes qui s'y rapportent comme l'assolement, le choix des sortes, les surfaces écologiques, la lutte contre les mauvaises herbes et la promotion d'insectes utiles, c'est-à-dire la gestion optimale des produits sans endommagement du sol.

Les apprentis cuisiniers peuvent eux-mêmes faire l'expérience de comment l'agriculture écologique génère un rendement réduit et un travail manuel plus intense – par exemple en désherbant péniblement et à la main le rumex (mauvaise herbe toxique avec des très longues racines) au lieu d'utiliser des produits chimiques. Pour finir, le programme est complété par une présentation impressionnante des produits régionaux dans la fromagerie de l'école et dans celle appartenant à la famille paysanne Marugg de Klosters, puis par la visite de la boucherie de spécialités Mark possédant leur propre abattoir à Lunden sur Schiers: des entreprises familiales florissantes où l'on travaille avec la main et le cœur – le diamétralement et sympathique opposé de la fabrication en masse!

Modèle à suivre!

En bref: après avoir fait l'expérience de «remplacer le tablier de cuisine par les bottes», les futures cuisinières et cuisiniers retournent remplis d'impressions à leur quotidien scolaire à Zurich. Il reste la belle perspective pour leurs futurs hôtes de savoir que ces chefs de la brigade cuisinière se sont sali les mains, malgré leurs vêtements de travail blancs, c'est-à-dire qu'ils savent où et comment les produits préparés pour leurs hôtes ont été fabriqués. Donc, l'action de l'ABZ de Zurich et du LBBZ du Plantahof à Landquart est une expérience sensée et fructueuse méritant d'être prise comme modèle dans toute la Suisse!

(Traduction Horizons et débats)